



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 2

Nombre de votants : 19

Convoqués le : 14/10/2016

VOTE

PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU VINGT OCTOBRE DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Frédéric NAVROT, Maire.

Etaient présents : M. Raymond FRANZKE, M. DESFORGES, Mme Nathalie COLLIN-CESTONE, M. Yannick GROUTSCH, Mme Catherine BASSOT, Mme Cathy LESURE, M. Richard PERRET, M. Marc BURGUND, M. Calogero GALLETTA, M. Claude BEBON, Mme Marie-José HANESSE, M. Christian HANEN, M. Emile OMINETTI, Madame Claire ADAM, Didier LEVIS, Mme Laurence HERRMANN.

Absents ayant donné pouvoirs :

M. Jean-Loup MAHIEU a donné pouvoir à M. Didier LEVIS,
Mme Mireille BERTON a donné pouvoir à Monsieur le Maire.

Absents Excusés : Mme Isabelle GAYRAL, M. Bernard CHOLLOT, Mme Jessica SCHMITT, Mme Sandrine MOUGEOT.

Secrétaire de Séance : M. Claude BEBON

=====

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h00 et constate que le quorum est atteint.

=====

Approbation du Procès-Verbal de la séance qui s'est tenue le 06 septembre 2016:
Approuvé à l'unanimité des membres présents.

=====

Monsieur le Maire donne lecture des décisions signées dans le cadre de sa délégation de compétences reçue du Conseil Municipal sur le fondement de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Maire apporte ensuite les informations suivantes au Conseil Municipal.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre du recours formulé contre la municipalité par Mme LEFORESTIER Laetitia, ancienne ATSEM de l'école Sous-les-Vignes, dans un litige l'opposant à l'ancienne institutrice, le Tribunal Administratif a rejeté la demande de cette dernière et l'a condamnée à verser 800 € à la commune.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'un recours a de nouveau été déposé par Messieurs LOCQUET Alexandre, Président de l'association « Scy-Chazelles pour tous », et KRAUS Georges, dans le cadre cette fois-ci de l'opération de reconversion de l'école Sous-les-Vignes en maison des associations. Il s'agit du 3^{ème} recours déposé par ces derniers depuis l'été 2016. Un avocat sera donc de nouveau prochainement désigné pour défendre les intérêts de la commune.

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que des informations importantes doivent être portées à sa connaissance avant d'aborder le premier point inscrit à l'ordre du jour. Il rappelle qu'en 2015, suite à un recours de quelques parents d'élèves auprès du Tribunal Administratif, celui-ci avait annulé la délibération du Conseil Municipal visant à regrouper les écoles maternelles et à fermer l'école Sous-les-Vignes. Le seul et unique motif retenu était celui de la donation du bâtiment par la famille De Bouteiller en 1859, qui obligerait la commune à maintenir à perpétuité une école dans le bâtiment. Monsieur le Maire indique qu'après de longues recherches, il s'avère que l'école maternelle Sous-Les-Vignes n'a jamais fait l'objet de la moindre donation, et n'a même jamais appartenu à la famille De Bouteiller. Aucune charge ne pesant sur cette école, les élus peuvent donc se prononcer sur sa désaffectation et sur le déclassement de ce bâtiment.

Monsieur GALLETTA s'interroge sur les frais occasionnés pour la commune par ces recours à répétition de ces personnes. Il souhaite savoir si ces frais peuvent leur être imputés. Monsieur le Maire confirme en effet que ces procédures sont coûteuses pour la commune. Il précise que la commune demande bien, comme le prouve le récent jugement dans l'affaire LEFORESTIER, que ces frais (ou tout du moins une partie) soient mis à la charge des requérants s'ils sont déboutés.

Désaffectation de l'école maternelle Sous-Les-Vignes

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que l'école maternelle Sous-Les-Vignes, située rue de Crimée située section 1 parcelle 276, s'est vu retirer le dernier poste d'enseignant suite à une modification de la carte scolaire par les services de l'Education Nationale.

En effet, l'affectation du ou des emplois d'enseignants relève du Directeur Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN), qui ne prévoit plus de poste d'enseignant à l'école maternelle Sous-Les-Vignes. De plus, aux termes des articles L.212-1 et suivants du code de l'Education, il revient au Conseil Municipal de connaître de « *la création et l'implantation des écoles et classes élémentaires et maternelles d'enseignement public sont régies par les dispositions de l'article L. 2121-30 du code général des collectivités territoriales, ci-après reproduites* ».

L'Article L. 2121-30 du C.G.C.T dispose que : « *le conseil municipal décide de la création et de l'implantation des écoles et classes élémentaires et maternelles d'enseignement public après avis du représentant de l'Etat dans le département* ».

Lors de la séance du 05 juillet 2016, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à solliciter l'avis de Monsieur le Préfet afin d'engager la procédure de désaffectation.

Ce dernier a émis un avis favorable, tout comme le DASEN.

Ce choix se comprend et se justifie en ce sens qu'au vu des effectifs en baisse et de la nécessité de rationaliser les moyens et les services de la commune, outre la décision du retrait de poste, le complexe scolaire, dont fait partie l'école maternelle Arc-en-Ciel, sera en capacité d'accueillir l'ensemble des enfants de la commune. De plus, le bâtiment n'est pas vétuste et il est parfaitement aux normes pour les personnes à mobilité réduite. Il offrira ainsi une meilleure qualité de travail aux élèves et des conditions d'enseignement équitables pour l'ensemble des enfants Sigéo-Castellois.

En outre, la proximité du service périscolaire et de la cantine scolaire permettra aussi aux parents de bénéficier de ces services, qui se trouvent dans l'enceinte du pôle scolaire de la commune.

Enfin, il convient de souligner que les commodités de stationnement et de circulation sont beaucoup moins dangereuses que dans la rue de Crimée, où les parents et les enfants marchaient sur la voirie pour se rendre à l'école. Le risque d'accident entre un véhicule et un piéton est donc moindre.

Sur proposition de Monsieur le Maire, il est demandé au Conseil Municipal de constater la désaffectation du bâtiment dans la mesure où le service public de l'enseignement ne s'y exerce plus depuis septembre 2016 suite au retrait de poste d'enseignant par l'Education Nationale.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-30 et suivants,

Vu le Code de l'Education Nationale et notamment les articles L 212-1 et suivants,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 2111-1,

Vu la décision des services de l'Education Nationale de retirer un poste à l'école maternelle Sous-Les-Vignes du 25 février 2016,

Vu l'avis favorable du D.A.S.E.N du 11 juillet 2016,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Préfet reçu en date du 25 juillet 2016,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

CONSTATE que le bâtiment situé section 1 parcelle 276 rue de Crimée n'est plus affecté au service public de l'enseignement.

AUTORISE le Maire à signer tout document nécessaire à sa désaffectation.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité

Monsieur GALLETTA indique que la justice a été trompée.

Monsieur FRANZKE lui répond qu'elle n'avait pas tous les éléments pour se prononcer.

Monsieur GALLETTA souligne que beaucoup de temps a été perdu en procédures suite au recours, alors que le bâtiment rue de Crimée est vétuste, et que ces procédures sont coûteuses pour la commune. Il fallait penser aux enfants avant tout dans cette affaire.

Monsieur le Maire lui répond que l'heure est à l'apaisement dans le village et qu'il faut tourner la page.

Déclassement de l'école maternelle Sous-Les-Vignes

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que l'école maternelle Sous-Les-Vignes, située rue de Crimée section 1 parcelle 276, est à présent désaffectée, comme l'a constaté le Conseil Municipal dans la précédente délibération.

Il convient donc de se prononcer sur le déclassement du bâtiment. Le maintien de cet immeuble dans le domaine public ne se justifie plus, car il n'est plus affecté au service public de l'enseignement.

De plus, le régime de la domanialité publique ne permet pas une gestion du bien aussi souple que celle envisagée dans le code civil, notamment en ce qui concerne l'utilisation et l'exploitation du bâtiment.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de déclasser le bâtiment afin de le faire entrer dans le domaine privé de la commune.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU la décision des services de l'Education Nationale de retirer un poste à l'école maternelle Sous-Les-Vignes du 25 février 2016 ;

VU l'avis favorable de Monsieur le Préfet du 25 juillet 2016 concernant la désaffectation de l'école ;

VU la délibération préalable du Conseil Municipal relative à la désaffectation de l'école Sous-les-Vignes ;

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

DECIDE de déclasser le bâtiment situé section 1 parcelle 276 afin de le faire entrer dans son domaine privé.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires au déclassement du bien.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité

Désaffectation de la cour de récréation de l'école maternelle Sous-Les-Vignes

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que la cour de l'école maternelle Sous-les-Vignes, située section 1 parcelle 277, doit elle aussi être désaffectée dans la mesure où l'école maternelle n'est plus elle-même affectée au service public. En effet, il est difficilement concevable de constater la désaffectation de l'école et de ne pas le faire pour la cour de l'école.

La désaffectation de la cour de l'école est motivée par le fait qu'il n'y aura plus d'enfants qui viendront y jouer pendant les récréations dans le cadre du service public de l'Education Nationale.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Il est demandé au Conseil Municipal de constater la désaffectation de la cour de l'école.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-30 et suivants,

VU le Code de l'Education Nationale et notamment les articles L 212-1 et suivants,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 2111-1,

VU la décision des services de l'Education Nationale de retirer un poste à l'école maternelle Sous-Les-Vignes du 25 février 2016,

VU la décision du D.A.S.E.N du 11 juillet 2016,

VU l'avis favorable de Monsieur le Préfet du 25 juillet 2016 pour la désaffectation de l'école,

VU l'avis favorable de Monsieur le Préfet du 12 octobre 2016 pour la désaffectation de la cour de l'école,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

CONSTATE que la cour d'école située rue de Crimée section 1 parcelle 277 n'est plus affectée au service public.

AUTORISE le Maire à signer tout acte administratif nécessaire à sa désaffectation.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit d'une délibération logique et concomitante à la précédente, relative à la désaffectation de l'école Sous-les-Vignes.

Déclassement de la cour de récréation de l'école maternelle **Sous-Les-Vignes**

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que la cour de l'école maternelle, située rue de Crimée section 1 parcelle 277 est à présent désaffectée, comme l'a constaté le Conseil Municipal dans la précédente délibération.

Il convient donc de se prononcer sur le déclassement de la cour de récréation. Le maintien de cet immeuble dans le domaine public ne se justifie plus, car l'école n'est plus affectée au service public. La logique impose de modifier le régime juridique du terrain et de l'ancienne école conjointement.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de déclasser la cour de l'école afin de faire entrer ce terrain dans le domaine privé de la commune.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU la décision des services de l'Education Nationale de retirer un poste à l'école maternelle Sous-Les-Vignes du 25 février 2016 ;

VU l'avis favorable de Monsieur le Préfet du 25 juillet 2016 concernant la désaffectation de l'école ;

VU l'avis favorable de Monsieur le Préfet du 12 octobre 2016 concernant la désaffectation de la cour de l'école ;

VU la délibération préalable du Conseil Municipal relative à la désaffectation de la cour de l'école ;

Le Conseil Municipal après avoir délibéré,

DECIDE de déclasser la cour de l'école situé section 1 parcelle 277 afin de la faire entrer dans son domaine privé.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires au déclassement du bien.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

PUBLIÉ LE :

TRANSMIS EN PREFECTURE LE :

Appel à Projets : Proposition d'élimination d'IMMOCLAIRE au stade de la candidature

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que la commission a reçu trois offres :

- SAS IMMOCLAIRE,
- EIFFAGE IMMOBILIER Grand Est,
- NEXITY IMMOBILIER Résidentiel,

Les conseillers municipaux ont eu la possibilité de consulter les dossiers en mairie afin de prendre connaissance de la teneur de chaque offre. Aussi, ont-ils pu remarquer le caractère incomplet du dossier de ce candidat au regard des informations demandées dans le règlement de consultation et notamment à l'article 6 relatif au contenu du dossier de candidature.

La commission préconise au Conseil Municipal d'éliminer ce candidat pour le motif évoqué ci-dessus.

Monsieur le Maire invite donc le Conseil Municipal à se prononcer sur la question de l'élimination de ce candidat.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le règlement de consultation ;

VU la proposition d'élimination de la commission ;

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

REFUSE de régulariser la candidature de ce candidat et de l'auditionner si nécessaire.

DECIDE d'éliminer la SAS IMMOCLAIRE.

CHARGE le Maire d'informer le candidat de la décision prise par l'assemblée délibérante.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

En préalable au projet de délibération suivant relatif à la désignation du lauréat de l'appel à projets, Monsieur le Maire indique que les conseillers municipaux ont pu consulter les offres des candidats et les travaux de la commission en mairie. Il rappelle le projet souhaité par la commune, le contenu de l'appel à projets rédigé en ce sens, puis explique le déroulement de la procédure de l'appel à projet. Il précise que 3 offres ont été reçues, dont celle d'IMMOCLAIRE qui s'est avérée incomplète.

M. LEVIS indique que M. MAHIEU lui a communiqué des questions à poser à l'assemblée délibérante.

La question concerne le risque de concurrence entre le projet de construction de la commune et celui de la commune de Lessy. Est-ce que le projet de cette autre commune ne va pas nuire à celui de Scy-Chazelles, car les deux prévoient des logements.

Madame BASSOT répond que le projet de Lessy porte sur des logements uniquement et que celui envisagé par la commune de Scy-Chazelles est très différent.

Monsieur le Maire rajoute en effet que le projet envisagé par la commune de Scy-Chazelles comprend également une maison médicale, des commerces et une résidence seniors avec services.

Désignation du Lauréat de l'appel à projets

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que la commission a examiné deux offres et que les deux candidats ont été auditionnés

La commission constituée spécialement dans le cadre de cet appel à projets a procédé à une analyse et au classement des offres. Le tableau d'analyse réalisé par la commission contient les notes et les justifications qui y sont relatives. Cependant, la société NEXITY obtient les meilleures notes et se classe première devant EIFFAGE, selon l'analyse et l'appréciation de la commission. En effet, la société NEXITY obtient la note de 3,5/4 alors qu'EIFFAGE obtient la note de 2,7/4. Ces notes ont été obtenues au regard des critères de notation indiqués dans le règlement de consultation.

Les candidats ont été auditionnés afin qu'ils présentent leur projet. Ils ont aussi pu répondre aux interrogations de la commission. Cette dernière a traité les candidats dans le respect des principes d'impartialité, d'égalité et de transparence.

L'offre d'achat du foncier s'élève à 1,6 millions d'euros Hors Taxes tant chez NEXITY que chez EIFFAGE.

La société NEXITY IMMOBILIER RESIDENTIEL est située 50 place Mazelle 57000 METZ.

La société EIFFAGE IMMOBILIER GRAND EST est située 11 avenue du Rhin 54320 MAXEVILLE.

Le Conseil Municipal est le seul compétent pour désigner le lauréat. Les conseillers municipaux ont eu la possibilité de consulter les dossiers en mairie afin de prendre connaissance de la teneur de chaque offre. De plus, le rapport d'analyse et l'avis de la commission ont été adressés aux membres du Conseil Municipal pour leur parfaite information.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le classement proposé par la commission ad hoc et de désigner comme lauréat de l'appel à projets la société NEXITY.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'avis, l'analyse et la proposition de classement de la commission ;

VU les offres déposées par les candidats mises à la disposition des élus ;

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DESIGNE NEXITY comme lauréat de l'appel à projets.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents relatifs à l'attribution de l'appel à projets au candidat retenu y compris la signature d'un acte d'engagement et du cahier des charges.

CHARGE le Maire d'informer le candidat non retenu de la décision prise par l'assemblée délibérante.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire explique que la commission de l'appel à projets a examiné les offres de NEXITY et d'EIFFAGE. Monsieur le Maire reprend et explique le tableau d'analyse comprenant les notes et leurs justifications. Ce document a été établi par la commission de l'appel à projets au regard des critères indiqués dans le règlement de consultation. Il indique que les deux offres ont proposé un prix de 1.6 millions d'euros H.T. Il rappelle que le rapport d'analyse a été adressé avec la convocation et que l'ensemble des documents était consultable en mairie par les conseillers municipaux.

M. LEVIS indique que M. MAHIEU lui a demandé de lire ses questions et observations concernant cette délibération. Il indique que le terrain LAMIRAND est visé dans le règlement de consultation de l'appel à projets comme ayant fait l'objet d'un compromis de vente avec la commune. Or aucune délibération n'a été prise par le Conseil Municipal concernant ce terrain.

Monsieur le Maire répond que le Conseil Municipal avait délibéré en septembre 2015 pour l'autoriser à accepter une promesse de vente de la part des propriétaires, ce qui a été fait. Il précise qu'une erreur s'est glissée dans le règlement de consultation, il fallait lire « promesse de vente » et non « compromis de vente ».

M. LEVIS continue la lecture des questions de M. MAHIEU où ce dernier note que la commission a fait un bon travail d'analyse. Il indique cependant que les engagements pris par la commune dans ce projet sont trop importants au regard de l'enjeu, avec un investissement financier conséquent de la part de la commune. Les conditions suspensives sont trop contraignantes chez les deux candidats. De plus, la hauteur des bâtiments envisagés dans le projet ne répond pas aux règles actuelles du Plan Local d'Urbanisme. A cela s'ajoute le fait que les délais d'exécution du projet sont intenable au regard du planning fourni par NEXITY dans son offre. Il estime que le projet mettra plus de 10 ans à se réaliser. M. MAHIEU est donc contre ce projet.

Madame HERRMANN répond que l'approbation du P.L.U fait suite à une procédure de modification qui intervient sur la base d'un projet. Ce dernier sera d'ailleurs soumis à enquête publique.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

PUBLIÉ LE :

TRANSMIS EN PREFECTURE LE :

Madame BASSOT indique qu'il est normal de présenter un projet pour enclencher une procédure de révision ou de modification du P.L.U.

Monsieur le Maire indique qu'il y avait deux stratégies possibles pour ce projet. Soit il était figé par la commune qui modifiait elle-même au préalable les règles d'urbanisme, soit il était laissé libre aux candidats afin qu'ils puissent proposer des projets différents les uns des autres, laisser à la commune la possibilité d'en retenir un, puis ensuite d'adapter les règles d'urbanisme au projet retenu. C'est cette seconde solution qui a été retenue, plus pertinente car la commune n'a pas de compétence d'aménageur et aurait pu se priver d'un projet mieux ou différemment pensé. Monsieur le Maire rappelle que la précédente municipalité avait procédé exactement de la même manière dans le cadre de l'opération d'aménagement de l'impasse de l'Archyre avec EIFFAGE : le projet avait été proposé par l'aménageur en lien avec la commune et ses souhaits, puis le PLU avait été modifié localement sur cette zone pour adapter les règles de constructibilité au projet.

Madame BASSOT ajoute que dans tous les projets immobiliers, il y a des conditions suspensives.

Monsieur le Maire indique que l'engagement de la commune est très limité. Elle ne dépensera pas d'argent dans cette opération, car des clauses de substitution sont prévues pour que ce soit l'aménageur retenu qui achète le foncier et non la commune. Ce sera lui aussi qui réalisera les travaux et assurera la commercialisation du projet. Monsieur le Maire précise qu'il est normal que les opérateurs introduisent des conditions suspensives, ils ne vont pas s'engager à acheter les terrains dans l'hypothèse où le projet n'aboutisse pas.

Madame BASSOT précise que le projet est susceptible d'être modifié à la marge lors des réunions publiques où la population donne son avis.

Monsieur le Maire indique que le cahier des charges était précis mais ouvert, car la commune avait bien identifié le contenu du projet souhaité. Les deux projets étaient donc très différents, alors que la commande était identique.

Madame HERRMANN ajoute que le programme a été bien défini par la commune. Les deux offres répondaient au programme mais pour cela il fallait laisser aux candidats une certaine liberté pour des propositions pertinentes.

Monsieur le Maire constate que M. MAHIEU manifeste quelques craintes sur les montants affichés, qui en effet paraissent élevés, mais sont tout-à-fait conformes à l'échelle d'une telle opération. Il rappelle que la commission était cependant ouverte à tous les conseillers municipaux pour participer au choix du projet, M. MAHIEU aurait donc tout-à-fait pu l'intégrer pour partager ses points de vue. Le travail de la commission a été précis, sérieux et bien défini. Il s'agit d'une opération importante pour la commune à plusieurs égards. Le site de l'ancien ALDI est devenu une véritable « verrue » en entrée de ville, dont la reconversion devait être maîtrisée par la municipalité. Au final, le projet retenu apportera aux habitants des services complémentaires (maison médicale, résidence seniors avec services, ...), des commerces complémentaires (restaurant peut-être, autres commerces de proximité, ...) et du logement. Il génèrera également entre 250 000 et 300 000 euros de taxe d'aménagement que percevra la commune, ainsi que des recettes fiscales supplémentaires de l'ordre de 30 à 40 000 euros chaque année. Monsieur le Maire estime ainsi que la municipalité a rempli son contrat en jouant pleinement son rôle dans cette opération de reconversion, d'aménagement et de développement de la commune.

Approuvé à la majorité

Pour : 18

Contre : 1 M. LEVIS pour M. MAHIEU

Désignation de l'emplacement du nouveau cimetière

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le cimetière actuel arrive à saturation. Malgré l'étude de son optimisation récemment réalisée par un bureau d'études spécialisé, il ne devrait plus disposer d'emplacements à moyen terme. Ceci résulte notamment du fait des concessions trentenaires et perpétuelles qui n'offrent pas un délai de rotation suffisant pour accueillir les nouveaux défunts.

Il incombe donc à la commune de rechercher un autre site, ce qui a été fait dans le cadre d'une étude réalisée par le service ingénierie MATEC du Conseil Départemental.

Monsieur le Maire précise qu'il a été très difficile de trouver un nouveau site, du fait des contraintes fortes qui pèsent sur la commune, tant en raison de la rareté du foncier que du Plan de Prévention des Risques Naturels qui classe une forte proportion de terrains en zones inondable ou mouvement de terrain oranges et rouges.

L'étude MATEC a donc permis d'identifier un site offrant les caractéristiques idéales en vue d'un cimetière : site plat, en bordure de route, facile d'accès, en périphérie de village donc

pas à proximité immédiate des habitations, d'une superficie suffisante et dont la maîtrise foncière est assurée par la commune suite à des acquisitions récentes.

Par ailleurs, des études hydrogéologiques ont été menées et ont confirmé sa faisabilité au regard de la nature du sol, de même que la compatibilité avec son environnement proche destiné à de la culture ou du maraîchage. En effet, ce site constitué des parcelles 52, 53, 54 et 55 en section 5, se situe dans le PAEN destiné à ce type d'activité. Il convenait donc de s'assurer de la compatibilité entre ces deux usages.

Toutefois, il convient sur le plan réglementaire de solliciter le Conseil Départemental pour engager une procédure d'exclusion de zone du PAEN pour les parcelles désignées ci-dessus et celles les jouxtant.

Monsieur le Maire propose donc au Conseil Municipal de retenir les sections et parcelles désignées ci-dessus pour y créer un nouveau cimetière, ainsi qu'au besoin les parcelles les jouxtant.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le plan joint en annexe,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE de créer le nouveau cimetière dans le P.A.E.N section 5 parcelles 52, 53, 54 et 55.

AUTORISE le Maire à solliciter le Conseil Départemental pour engager la procédure d'exclusion de zone du P.A.E.N. des parcelles désignées et de celles les jouxtant.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal toutes les difficultés pour trouver un site pour accueillir le nouveau cimetière, et que plus de 9 sites ont été étudiés. Ces sites sont énumérés un à un avec les raisons pour lesquelles ils n'ont pas pu être retenus, tout en rappelant que l'expropriation n'a pas été une option envisageable dans ce projet compte-tenu des échéances et des délais qui peuvent s'avérer relativement longs. Il précise bien que le terrain choisi dans le P.A.E.N n'exclut pas les activités de maraîchage pour les terrains jouxtant le futur cimetière.

Autorisation de vente de l'ancien presbytère

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le Presbytère, situé au 15 rue de Crimée a été précédemment désaffecté puis déclassé du domaine public en vue sa cession.

La vente du presbytère comprend l'immeuble et son jardin situés section 1 n° 255 et sa superficie est de 543 m².

Les services de France Domaine ont estimé le presbytère et son jardin à 290 000 euros.

Monsieur le Maire explique aussi que le jardin situé section 1 parcelle n°339 jouxtant le presbytère sera vendu avec le bâtiment. Les domaines ont estimé la valeur du terrain à 27€/m².

Ces biens immobiliers seront vendus de gré à gré par une vente en adjudication notariée. Le prix de départ sera de 300 000 euros. Les modalités d'organisation de la vente seront exposées dans une autre délibération.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'acter le principe de la vente du presbytère et de son jardin ainsi que le second jardin situé section 1 parcelle n°339.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'estimation de France Domaine en date du 7 juillet 2016,

VU l'estimation de France Domaine en date du 18 Juillet 2016,

VU la délibération du 06 septembre 2016 autorisant le déclassement du presbytère et ses dépendances,

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

PUBLIÉ LE :

TRANSMIS EN PREFECTURE LE :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE de vendre le presbytère et son jardin situé section 1 n° 255 ainsi que celui situé section 1 parcelle n°339.

DIT que les modalités de cette vente seront définies dans une autre délibération.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à la majorité.

Pour : 18

Contre : 1 M. LEVIS pour M. MAHIEU

M. LEVIS indique que M. MAHIEU est contre la vente du presbytère. Il s'interroge sur le fait de savoir s'il ne serait pas possible de le louer.

Monsieur le Maire répond que cette question a déjà été abordée et tranchée en Conseil Municipal. Il rappelle que la commune se priverait d'une recette substantielle en investissement et que de gros travaux seraient à la charge de la commune. Il précise que M. MAHIEU serait le premier à s'élever contre les prêts que nous aurions à souscrire dans ces hypothèses avec comme conséquence directe l'augmentation de l'endettement de la commune. Monsieur le Maire rappelle que notre stratégie de gestion patrimoniale est de se séparer des biens communaux très vétustes ou énergivores nécessitant d'importants travaux de réhabilitation, ainsi que des biens qui ne présentent plus de réelle utilité. Cette stratégie est désormais courante dans de nombreuses autres collectivités en France. La vente du presbytère répond également à l'objectif de désendettement de la commune.

Désignations des modalités de vente de l'ancien presbytère

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que dans le cadre de la vente d'un bien communal, différents modes de cession peuvent être envisagés. Il rappelle que le bâtiment situé 15 rue de Crimée a été précédemment désaffecté et déclassé en vue de sa cession.

Dans le cas présent, au regard de la valeur du bâtiment et de son emplacement en cœur de village, la vente de gré à gré par adjudication notariée à la bougie paraît être la solution la plus adaptée.

En effet, toute personne intéressée pourra enchérir et l'ancien presbytère devrait ainsi atteindre le meilleur prix en fonction du marché immobilier, de son emplacement et de son potentiel.

La vente de l'ancien Presbytère comprend l'immeuble et son jardin situés section 1 parcelle 255 d'une superficie de 543 m² ainsi qu'un jardin jouxtant cette parcelle cadastré en section 1 n° 339 d'une superficie de 130 m².

Une publicité aura été préalablement effectuée par la commune et par le notaire chargé de la vente, afin de porter cette vente à la connaissance du public.

Maître MALHER, notaire, dirigera la vente et sera en charge de toutes les formalités administratives liées à la mutation du bien.

Il est également précisé que l'ensemble des frais inhérents à cette adjudication notariée sera à la charge de l'acquéreur. En cas de carence des enchères, les frais incomberont en revanche à la commune.

Monsieur le Maire estime que ce bien a une valeur supérieure à l'estimation des domaines, compte-tenu de son emplacement et de son potentiel. Pour cela, il propose que la mise à prix de la maison et des jardins soit fixée à 300 000 euros sans qu'il ne soit envisagé de baisser ce prix le jour de la vente si aucune offre n'est présentée.

L'adjudication notariée aura lieu à l'étude de Maître MALHER à Montigny-Lès-Metz.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser la vente par adjudication notariée qui se fera à la bougie. Celle-ci sera menée par Me MALHER avec une mise à prix de 300 000 euros. Le notaire se chargera de rédiger l'acte notarié.

Monsieur le Maire sollicite l'accord de l'assemblée délibérante pour signer ensuite l'acte de cession et tous les documents y afférents.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU l'avis de France Domaine reçu en date du 7 juillet 2016 estimant à 290 000 euros le Presbytère et son jardin,

VU l'avis de France Domaine reçu en date du 18 juillet 2016 estimant le terrain situé parcelle 339 à 27€/m²,

VU la délibération du 06 septembre 2016 autorisant le déclassement du Presbytère et de ses dépendances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à vendre l'ancien presbytère situé 15 rue de Crimée situé section 1 n° 255 ainsi que le jardin situé en parcelle 339 par une adjudication notariée avec une mise à prix de 300 000 euros. L'adjudication se fera à la bougie.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents afférents à l'adjudication notariée ainsi qu'à la vente de l'immeuble et des deux jardins.

PRECISE qu'il ne sera pas possible d'accepter une offre à un prix inférieur à 300 000 euros.

DECIDE de confier à Me MALHER, notaire, la conduite des enchères et la procédure de mutation de l'ancien presbytère et des deux jardins. L'acte de vente sera rédigé par ses soins.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à la majorité.

Pour : 18

Contre : 1 (M. LEVIS pour M. MAHIEU)

Madame BASSOT quitte la salle et ne prend pas part aux débats ni au vote concernant le contrat d'assurance statutaire (proposé non pas par la commune mais par le Centre de Gestion de la Moselle), un membre de sa famille étant employé chez l'assureur proposé et afin d'éviter tout risque d'être considérée comme conseillère intéressée à l'affaire.

Contrat d'assurance des risques statutaires

Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances, rappelle au Conseil Municipal que la commune a demandé au Centre de Gestion de souscrire pour son compte un contrat d'assurance pour les risques statutaires garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents, en application de l'article 26 de la loi du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et du décret du 14 mars 1986.

Le Centre de Gestion a communiqué à la commune le résultat du marché public.

Le nouveau titulaire du marché est la société « GRAS SAVOYE – BERGER SIMON » qui assurera ses prestations du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020.

Le régime du contrat est la capitalisation. L'adhésion est résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de 6 mois avant l'échéance du 1^{er} janvier.

Il est proposé au Conseil Municipal de retenir une assurance tous risques avec franchise de 10 jours fermes par arrêt en maladie ordinaire au taux de 5,18%. Pour mémoire le taux précédent était de 6,35% en 2016 pour les agents affiliés à la CNRACL avec la SOFCAP.

A titre d'information pour une franchise de 15 jours, le taux est de 4,88% et pour une franchise de 30 jours, il est de 4,43%.

Enfin, la signature de la convention d'adhésion implique de payer annuellement 0,14% de la masse salariale assurée au titre de la mission qui a été confiée au Centre de Gestion. Ce prix couvre les frais de gestion, les frais d'envois postaux et les frais généraux.

Sur proposition de Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances, il est proposé au Conseil Municipal d'adhérer au contrat relatif aux risques statutaires et de rémunérer le C.D.G dans les conditions évoquées ci-dessus.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le courrier du C.D.G reçu en date du 15 décembre 2016 indiquant le renouvellement prochain du marché public d'assurance des risques statutaires,

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

PUBLIÉ LE :

TRANSMIS EN PREFECTURE LE :

VU le résultat de l'appel d'offres du Centre de Gestion du 57,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

APPROUVE l'adhésion de la commune au nouveau contrat proposé au taux de 5,18% par le Centre de Gestion, qui prendra effet à partir du 1^{er} janvier 2017, aux conditions financières annoncées par le Centre de Gestion.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents relatifs à l'adhésion, à la mise en œuvre et à l'exécution de ce nouveau contrat y compris en cas d'avenants.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité

Admission en non-valeur

Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances, explique au Conseil Municipal que des recettes sont irrécouvrables. Le comptable public souhaite que la commune admette en non-valeur la somme de 288 euros.

En effet, la société NORD SUD SARL n'existe plus à ce jour et le titre ne sera jamais réglé à la commune.

L'admission en non-valeur est une mesure d'ordre budgétaire et comptable qui a pour effet de faire disparaître le recouvrement de la recette des écritures de prise en charge du comptable public.

Sur proposition de Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances,

Le Conseil Municipal est amené à se prononcer sur l'admission en non-valeur de 288 euros concernant le titre émis à l'encontre de la société NORD SUD SARL euros.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE l'admission en non-valeur de la pièce T-239 à hauteur de 288 euros.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité

M. GALLETTA demande de quelle recette il s'agit.

M. DESFORGES lui répond qu'il y a plusieurs années, la commune avait demandé à la société Nord Sud d'effectuer des travaux d'élagage. Cette dernière n'y ayant donné aucune suite, la commune avait donc procédé à l'élagage aux frais de cette société, qui depuis a fermé définitivement. La commune ne peut donc plus encaisser cette recette et doit annuler cet impayé.

Demande de subvention dans le cadre de la D.E.T.R

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le bâtiment du service périscolaire connaît un manque de place au niveau de la salle d'animation. L'augmentation sensible du nombre d'enfants ces dernières années a un impact sur leur confort mais aussi sur la qualité des animations proposées. Le coût des travaux de l'extension du périscolaire s'élève à approximativement 150 000 euros H.T. Le coût exact des travaux sera connu au moment de l'attribution du marché public aux titulaires des lots.

Le coût de la Maîtrise d'œuvre est de 18 780 euros Hors Taxes.

L'Etat peut contribuer financièrement au taux de 45% du coût total du projet au titre de la DETR 2017.

Certaines dépenses ne sont pas éligibles comme les prestations de service du bureau de contrôle et du coordinateur Sécurité Protection de la Santé.

Monsieur le Maire sollicite donc l'accord du Conseil Municipal pour demander une aide financière à l'Etat dans le cadre de la D.E.T.R 2017.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2334-32 à L.2334-39 et R.2334-19 à R2334-35,

VU la Circulaire Ministérielle relative à la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2015 (DETR),

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à solliciter l'Etat pour une demande de subvention à hauteur de 45% du coût du projet qui s'élève à 168 780 euros Hors dans le cadre de l'extension du périscolaire au titre de la D.E.T.R 2017.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents afférents à la demande de subvention.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité

Mise à jour du tableau des effectifs

Monsieur le Maire rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte-tenu de l'avis favorable de la Commission Administrative Paritaire du 4 février 2016, il convient de créer 1 poste par voie d'avancement de grade à savoir un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe, à compter du 1^{er} octobre 2016.

Il convient de supprimer un poste d'Adjoint administratif de 1^{ère} classe.

Compte-tenu de l'affectation à la Direction Générale des Finances Publiques de Madame LEFORESTIER Laëtitia, en position de détachement, il convient de radier cette dernière des effectifs et de supprimer l'emploi correspondant.

Compte-tenu du départ à la retraite de Madame GORIA Gabrielle à compter du 1^{er} septembre 2016, il convient de supprimer l'emploi correspondant.

Considérant la nécessité de supprimer 3 postes et de créer 1 poste, Monsieur le Maire propose de réajuster le nombre d'agents au tableau des effectifs par rapport au nombre d'agents en fonction :

GRADES	Nbre d'agents au précédent tableau des effectifs	Nbre d'agents au nouveau tableau des effectifs	Nbre d'agents en fonction
SECTEUR ADMINISTRATIF			
Attaché	1	1	1
Adjoint administratif ppl 2 ^{ème} cl.	1	2	2
Adjoint administratif 1 ^{ère} cl.	1	0	0
Adjoint administratif 2 ^{ème} cl.	3	3	3
SECTEUR TECHNIQUE			
Agent de maîtrise ppl	1	1	1
Adjoint technique ppl 1 ^{ère} cl.	1	1	1
Adjoint technique ppl 2 ^{ème} cl.	2	2	2
Adjoint technique 1 ^{ère} cl.	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} cl.	6	6	5
SECTEUR SOCIAL			
ATSEM 2 ^{ème} Classe	2	1	1
ATSEM 1 ^{ère} Classe	1	0	0
SECTEUR ANIMATION			
Animateur	1	1	1
Adjoint d'animation 2 ^{ème} cl.	3	3	3
SECTEUR PATRIMOINE			
Adjoint du patrimoine 1 ^{ère} cl.	1	1	1
SECTEUR POLICE			
Brigadier-Chef Principal	1	1	1
TOTAL	26	24	23

al, après en avoir délibéré,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 34,

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

PUBLIÉ LE :

TRANSMIS EN PREFECTURE LE :

VU la délibération en date du 26 novembre 2007 fixant les ratios d'avancement de grade,

VU le tableau d'avancement de grade établi au titre de l'année 2016,

VU l'avis favorable de la Commission Administrative Paritaire du 4 février 2016,

DECIDE de la suppression de 3 postes,

DECIDE de la création de 1 poste par voie d'avancement de grade,

Approuvé à l'unanimité

Désherbage documentaire adulte et jeunesse

Madame LESURE, Adjointe au Maire en charge du Développement de la Vie Locale, explique aux membres du Conseil Municipal que le désherbage en bibliothèque consiste en un élagage des collections afin de pallier leur vieillissement, faire place aux nouveautés et proposer au public des collections attractives, pertinentes et mises à jour régulièrement.

Les objectifs sont de :

- veiller à la cohérence des collections en proposant des ouvrages actuels aux informations fiables,
- mieux répondre aux attentes du public,
- prioriser la qualité à la quantité,
- aérer les rayonnages pour une meilleure valorisation des collections.

La liste des ouvrages proposés au désherbage de la bibliothèque de Scy-Chazelles porte sur :

- les documentaires adultes, jeunesse, romans, bandes dessinées et autres ouvrages et revues appartenant à la bibliothèque et datant de plus de deux ans dont il est nécessaire de se séparer, car ce genre de document est par essence d'une durée de vie éphémère. Ils ont jusqu'à présent été gardés en archive, mais après deux ans sans sortie (sans demande), celui-ci est considéré comme un document mort.

Éliminer ces ouvrages fait partie des obligations de la bibliothécaire pour une bonne gestion du fonds et il est nécessaire que tout un chacun soit informé de cela afin de pouvoir justifier cette élimination. En effet, ces documents ayant été acquis soit sur des crédits municipaux, soit pour certains sur des dons de revues, il est impératif de pouvoir apporter cette information à tout citoyen qui le demanderait.

Le désherbage est une tâche récurrente et il convient de donner un caractère permanent à cette délibération afin que la bibliothécaire puisse travailler plus efficacement.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1311-1 alinéa 1,

VU le Code général de propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2141-1,

Sur proposition de Madame Cathy LESURE, Adjointe au Maire en charge du Développement de la Vie Locale,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le déclasserment des documents suivants, provenant de la bibliothèque municipale :

- documents en mauvais état,
- documents au contenu obsolète,
- documents ne correspondant plus à la demande de nos lecteurs,
- exemplaires multiples.

Sur chaque document sera apposé un tampon « Rayé à l'inventaire ».

AUTORISE la cession de ces documents gratuitement à des institutions ou associations si leur état le permet, leur utilisation par la bibliothèque dans le cadre d'ateliers d'arts plastiques, ou à défaut leur destruction et, si possible, leur valorisation comme papier à recycler.

DIT que l'élimination des documentaires sera constatée par un procès-verbal mentionnant le nombre de documents éliminés et leur destination, auquel sera annexé un état des documents éliminés comportant les mentions d'auteur, de titre et de numéro d'inventaire.

AUTORISE la bibliothécaire à procéder, lorsque cela s'avère nécessaire et sous le contrôle de l'élue en charge de la bibliothèque, au désherbage des collections selon les critères et modalités définies ci-dessus ; un état détaillé sera réalisé et conservé à la bibliothèque.

ACCEPTE de procéder au désherbage régulier des livres de la bibliothèque et de donner à cette délibération une validité permanente, car cette opération doit être effectuée régulièrement au cours de l'année.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité

Achat de terrains via la SAFER dans le PAEN

Madame Catherine BASSOT, Adjointe au Maire en charge de l'Urbanisme, explique aux membres du Conseil Municipal que la Commune envisage l'achat de deux terrains dans le PAEN dont les actes de vente sont chez Maître MAHLER :

La vente SEPANIAK pour un terrain Lieu-dit Les Frecotes (11 a 49 ca) et la vente SABE pour un terrain Lieu-dit Des Hudenos (23 a 97 ca).

Ces deux terrains viennent d'être négociés par la SAFER pour la commune. La rédaction des actes se fera par Maître MALHER, notaire à Montigny-Lès-Metz.

Terrain sis en section 1 parcelle 30 pour une contenance totale de 11 a 49 ca appartenant à Madame SEPANIAK pour un montant de 1 200 € auxquels s'ajoutent 266,40 € de frais accessoires au profit de la SAFER.

Terrain sis en section 5 parcelle 1 pour une contenance totale de 23 a 97 ca appartenant aux à la famille SABE pour un montant de 2 400 € auxquels s'ajoutent 352,80 € de frais accessoires au profit de la SAFER.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à signer l'acte correspondant et tous documents s'y afférents.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à signer l'acte correspondant et tous documents s'y afférents.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à la majorité.

Pour : 18

Contre : 1 (M. LEVIS pour M. MAHIEU)

Monsieur LEVIS indique que M. MAHIEU lui a communiqué une observation concernant ce point. Ce dernier indique qu'il y a un manque de visibilité dans la politique d'acquisition des terrains du P.A.E.N. En effet, le terrain que la commune souhaite acquérir est inaccessible. M. MAHIEU est donc contre l'acquisition de ce terrain.

Monsieur le Maire répond que les terrains de cette superficie sont rares dans le P.A.E.N., que les propriétaires vendeurs sont plutôt rares et qu'il faut donc les acheter quand nous en avons l'occasion. L'achat de terrains, même si certains sont à ce jour enclavés, permettra de constituer au fur et à mesure des emprises intéressantes exploitables et de développer des noyaux d'activité visibles et cohérents. Ces achats conduiront forcément à terme au désenclavement de certaines parcelles.

Vente d'une parcelle communale cadastrée section 1 n° 259

Madame Catherine BASSOT, adjointe au Maire déléguée à l'Urbanisme informe les membres du Conseil Municipal que Monsieur et Madame GSELL ont émis le souhait d'acquérir la parcelle communale cadastrée section 1 n° 259 d'une surface de 553 m² située à proximité de la rue de Crimée, attenante à leur parcelle.

Une estimation par France Domaine a été réalisée en date du 18 Juillet 2016 et atteste le prix du terrain à 27€/m².

Monsieur et Madame GSELL ont fait une offre d'achat au prix de 15 000 €.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

PUBLIÉ LE :

TRANSMIS EN PREFECTURE LE :

Il est précisé aux membres du Conseil Municipal que ce terrain situé en zone UBN2 ne dispose pas d'accès automobile sur la voie publique ce qui le rend par conséquent inconstructible.

Il est donc demandé aux membres du Conseil Municipal d'approuver la vente de ce terrain communal à Monsieur et Madame GSELL pour le montant proposé.

Sur proposition de Madame Catherine BASSOT, adjointe au Maire déléguée à l'Urbanisme,

VU l'estimation de France Domaine en date du 18 Juillet 2016,

VU l'offre d'achat faite par le couple GSELL en date du 14 Septembre 2016,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE la vente de la parcelle communale cadastrée section 1 n° 259 d'une surface de 553 m² au prix de 15 000 €.

DIT que les frais d'acte seront à la charge financière de Monsieur et Madame GSELL.

DESIGNE Me MALHER, notaire, pour rédiger l'acte notarié.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document ou acte se rapportant à ce dossier.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Approuvé à l'unanimité

Fin de la séance à 19h20.



Le secrétaire de séance,

Claude BEBON

Le Maire,

Frédéric NAVROT